

## **Contre Attaque Charles Alloncle Extrême droite audiovisuel ...**

### **CHARLES ALLONCLE OU LA HAINE DE LA DÉMOCRATIE EN SPECTACLE**

– Visé par une plainte pour prise illégale d'intérêts, le député d'extrême droite a fait de sa commission d'enquête sur l'audiovisuel public un cirque destiné à sa propre gloire – La parodie de commission d'enquête du député d'extrême droite Charles Alloncle sur l'audiovisuel public aura donc porté ses fruits. Transformé par son rapporteur en une vaste mascarade destinée aux réseaux sociaux, l'exercice aura permis, 6 mois durant et à grands coups de mensonges éhontés, de faire de l'audiovisuel public le punching-ball préféré de la droite. Décryptage d'une vaste opération de communication.

Sarkozyste depuis son adolescence et fils du préfet Philip Alloncle – un proche de Brice Hortefeux – Charles-Henri Alloncle est l'archétype du bourgeois qui n'a jamais manqué de rien. Le petit Charles-Henri grandit à Versailles avant de faire l'ensemble de sa scolarité dans un établissement privé catholique. Dans son lycée cossu, le futur député est membre de la section jeunesse de l'UMP, ancêtre du parti Les Républicains, dès l'âge de 17 ans. Il s'affichait déjà fièrement en prenant la pose aux côtés de Sarkozy. Plus tard, il rentre à Sciences Po puis à HEC, avant d'être parachuté aux élections législatives de 2024 dans la 9ème circonscription de l'Hérault sous l'étiquette UDR, c'est-à-dire l'alliance entre la droite de LR et le RN.

#### La haine du pluralisme en spectacle

Sans doute en mal de reconnaissance et un brin narcissique, Alloncle a consacré une quantité d'énergie spectaculaire pour booster sa notoriété au travers de la commission. Auparavant inconnu du grand public, il a, pendant 6 mois, grassement arrosé l'ensemble de ses

réseaux sociaux d'extraits souvent tronqués de ses auditions. Le tout en se plaçant au centre de l'image : sur l'ensemble de la commission, le rapporteur UDR aura monopolisé 28% du temps de parole total, un chiffre proche du record pour un·e rapporteur·se d'une commission d'enquête.

Le calcul est tout à fait cynique, et soigneusement calibré : en convoquant des stars du petit écran aux noms et aux visages bien connus de l'opinion publique, Alloncle a réussi à faire d'un exercice a priori démocratique une vaste pièce de théâtre pour sa propre gloire. Et ce, en diffusant massivement les extraits de ses propres interventions et questions – souvent sans les réponses à ces mêmes questions – sur différentes plateformes.

En jouant sur son rôle de rapporteur, un statut assez méconnu, il se présente donc sur ses comptes personnels comme un héros de la République, révélant les «scandales» et les «manœuvres des censeurs» qui viseraient à le faire taire. Sur la période de la commission d'enquête, le député d'extrême droite aura donc réussi l'exploit de poster plus de 2 tweets chaque jour sur ce sujet, soit 350 au total. 89% de ses publications sur Instagram sont également consacrées à la commission. Non content de transformer ses réseaux en une vaste orgie d'autosatisfaction, le député a aussi bénéficié d'une couverture médiatique inédite, notamment de la part des médias de la galaxie Bolloré. En 6 semaines, le JDNews lui aura par exemple consacré 3 Unes. Rien que ça.

### Ingérences

Cerise sur le gâteau, une enquête du journal Le Monde révèle finalement que Vincent Bolloré s'est immiscé directement dans la commission d'enquête, de manière totalement sournoise et illégale. Le député a réalisé du lobbying à travers la direction des affaires du groupe d'Arnaud Lagardère, une des filiales détenues par le milliardaire. Le clan Bolloré a envoyé des questions hostiles

à l'audiovisuel public aux députés avant leurs échanges avec des auditionnés. Et ces questions directement écrites par le groupe Lagardère ont été réutilisées par le rapporteur «dans leur formulation comme dans leur tonalité».

Autrement dit : d'un côté, Bolloré dicte les questions posées au sein de l'Assemblée Nationale, de l'autre il utilise ses médias pour promouvoir le député qui les pose. C'est une manipulation délibérée de l'opinion. L'association AC!! Anti-Corruption a déposé plainte samedi 2 mai pour «prise illégale d'intérêts».

Et tout ça pour quoi ? Parasitée par des rivalités intestines, instrumentalisée par les médias réactionnaires, la commission d'enquête a livré un bilan partial et parfaitement inutile. Les 550 pages du rapport publié aujourd'hui sur le site de l'Assemblée contiennent essentiellement des extraits des 67 auditions, ainsi que 69 «recommandations» quasiment copiées collées du programme du Rassemblement National. Sébastien Lecornu lui-même annonce que le rapport dans son ensemble «passe à côté de l'essentiel». Et il s'y connaît en rapports à mettre directement à la poubelle !

Mais le mal est fait. L'enjeu de la privatisation de l'audiovisuel public a fait son petit bout de chemin dans l'opinion, qu'importe les conclusions du rapport. Paralysées par une pression politique hors-normes, la télé et la radio publique entament leur mue : chroniqueuse d'extrême droite sur France 2 ou suprémaciste génocidaire sur France Info, le contribuable va désormais financer un boulevard pour l'extrême droite. Le pluralisme version fascisme moderne c'est ça : pour une minute d'antenne d'un intervenant antiraciste, ce sera 10 minutes pour un raciste.